



2027 ET RÉPRESSION !

Élection présidentielle oblige certains candidats potentiels donnent déjà des gages à ceux qui ne rêvent que de contraintes, atteintes aux libertés, répression...

Le ministre de l'Intérieur qui ne manque pas d'imagination en termes de répression et particulièrement de communication vient de décider d'une grande opération dans les gares parisiennes en direction des sans papiers et de tous ceux qui souffrent d'une politique sociale et économique depuis des années. La « chasse » aux migrants est particulièrement ouverte et vise ceux qui malgré le travail qu'ils occupent, ne peuvent vivre décemment parce qu'ils ne possèdent pas de papiers.

Leur volonté est de s'intégrer et de continuer à travailler dans des secteurs à la peine pour trouver de la main d'œuvre y compris dans des zones de vendanges comme la Champagne où dernièrement encore ont été découvertes des pratiques de non paiement des salaires, de logements à 15 dans des pièces exigües, de manque d'hygiène et de conditions de travail et notamment d'horaires inacceptables.

Le ministre de l'Intérieur dans ces opérations de communication voudrait faire arrêter tous ceux qui ne conviennent pas à une partie de la classe politique xénophobe, raciste, mais qui voterait pour lui à la présidentielle.

Il utilise les agents des services publics ou voudrait les utiliser pour arrêter, emprisonner, les faire repartir dans des zones de guerre ou particulièrement défavoriser alors que ces derniers considèrent que la sécurité notamment ne passe pas par de telles opérations.

L'union régionale Force Ouvrière des cheminots de Paris Nord a d'ailleurs été très claire dans un communiqué en indiquant que la mission du service public est bien de s'attacher à faire rouler les trains, assurer les transports des voyageurs et la sécurité des installations et non d'être les « supplétifs » du ministre de l'Intérieur pour faire la «chasse» aux pauvres gens.

Cette politique menée par le ministre de l'Intérieur a été menée par quelques uns de ses prédécesseurs qui ont mené une lutte acharnée contre le mouvement syndical en poursuivant, arrêtant et condamnant des syndicalistes qui exerçaient leur mandat de défense des intérêts des salariés ou de défense, comme cela a toujours été le cas, de la paix et en exigeant l'arrêt des combats, des bombardements, des blocus de toutes sortes empêchant l'approvisionnement des populations sous les bombes, la libération des otages et des prisonniers politiques.

Cette répression s'exerce aussi et plus que jamais, en direction d'enseignants, comme c'est le cas aujourd'hui à Sens où cette professeure est poursuivie, empêcher de faire son métier parce qu'elle a respecté la demande de ses élèves de faire une minute de silence pour ceux qui périssent sous les bombes et particulièrement les femmes et les enfants.

Quel est l'enseignant qui ne réagirait pas de cette façon ? Quel est l'enseignant qui n'aurait pas à l'esprit qu'un bombardement sur sa classe anéantirait l'ensemble des enfants présents ? Quel est l'enseignant qui n'a pas au fond de lui même ces valeurs qui consistent à s'opposer aux guerres quelles qu'elles soient qui font mourir femmes et enfants ? Quel est l'enseignant qui ne se sentirait pas concerné par ce sort injuste réservé aux plus fragiles ?

Oui, cette enseignante comme tellement d'autres que nous avons connues enfants et que nous connaissons aujourd'hui sont de cette « graine » de Hussards, de la IIIème République.

C'est pourquoi notre UDFO de Paris s'associe pleinement aux combats engagés par la FNEC FO pour que les sanctions pesant sur cette professeure de Sens soient abandonnées. C'est pourquoi notre UDFO de Paris participe au rassemblement organisé que ce soit pour cette enseignante comme pour gagner la paix.

Paris, le 23 juin 2025

 @paris_fo